

# **LA GUERRE CIVILE RUSSE**

## **1918-1921**

Une esquisse opérationnelle et stratégique  
des opérations de combat  
de l'Armée Rouge

*A.S Bubnov, S.S. Kamenev, M.N. Toukhatchevski  
et R.P. Eideman*

# Chapitre 5

## L'occupation et la révolution allemandes.

### L'état intérieur des camps et le développement de leurs forces armées

*Événements en Ukraine et dans les régions occupées restantes au début de la révolution allemande.*

*La révolution allemande et sa signification politique et stratégique. l'évolution des différents gouvernements blancs et leur description, leur politique étrangère et intérieure ; Méthodes pour le réaliser. L'état de l'arrière blanc et le travail du RKP(b) dans ce dernier. La situation politique au début de 1919. La situation interne du RSFRS. Communisme de guerre. L'état de l'arrière rouge.*

*l'état des armées et de la flotte rouges au début de 1919 ; Armements et approvisionnement, mesures organisationnelles. L'état des forces armées de la contre-révolution*

L'occupation de l'Ukraine par les forces austro-allemandes, achevée au début de mai 1918, aggrava encore la lutte de classe révolutionnaire. Au début d'avril, à Kiev, à l'initiative et avec l'autorisation du commandement allemand, et malgré les protestations du gouvernement de la Rada centrale, se réunit un congrès des paysans (gros propriétaires fonciers et koulaks). Dès le premier jour, ce congrès adopta une position hostile à l'égard du gouvernement petit-bourgeois de la Rada centrale, puis, s'appuyant sur les instructions et l'aide du commandement allemand, proclama l'Ukraine monarchie sous protection allemande, avec à sa tête un hetman. Le général Skoropadski fut élu hetman, que les gouvernements allemand, puis autrichien, reconnurent ; les représentants au pouvoir de la Rada centrale, Petlioura, Vinichenko, le professeur Grushetski et d'autres furent arrêtés. Les mois de mai et juin 1918 en Ukraine furent marqués par la forte croissance de la réaction et par la saisie simultanée par le commandement allemand des ressources économiques du pays et l'expédition forcée vers l'Allemagne de bétail, de matières premières et de nourriture.

Les soi-disant "anciens" — presque exclusivement des colonels et des généraux issus des anciens propriétaires terriens ukrainiens — ont été nommés pour diriger les provinces et les comtés. Les "anciens" jouissaient de droits administratifs et judiciaires presque illimités ; le travail des "anciens" était observé, contrôlé et régulé par des représentants du commandement allemand—les commandants des unités allemandes stationnées comme garnisons dans tous les centres administratifs (provinciaux et de comté) de l'Ukraine. Les soi-disant "commissions pour l'élimination du bolchevisme," qui avaient été créées sur l'ensemble du territoire ukrainien, prenaient sur elles la restauration des biens agricoles des propriétaires terriens, la détermination des pertes matérielles subies par ces derniers en raison de la révolution, et l'indemnisation de ces pertes par des réparations monétaires et en nature imposées aux villages et à des districts entiers. Les détachements punitifs, composés d'agents et d'anciens policiers, qui ont effectué ce "recueil" de réparations, ont tiré sur des gens sans procès ni enquête pour la moindre suspicion d'appartenance ou de sympathie pour le Parti communiste. D'ici fin mai, le nombre de personnes emprisonnées dépassait de plusieurs dizaines de fois la capacité des prisons. Un camp de concentration spécial a été créé pour les arrestations excessives à Brest-Litovsk, gardé par des gendarmes allemands et autrichiens.

La politique agraire et économique du gouvernement de Skoropadskii a renforcé le processus de révolutionnement des paysans, et la fin mai 1918 a été marquée par le développement sur le territoire ukrainien d'un puissant mouvement de soulèvement partisan.

Même les syndicats orientés vers l'apaisement, qui avaient été créés immédiatement après l'abandon du territoire ukrainien par les forces soviétiques, ont été défaits. La grève des chemins de fer, proclamée à la fin juin, a été cruellement réprimée. Les organes de gouvernement auto-administrés, qui avaient été créés en intégrant largement la "société", y compris les apaisants sociaux (Révolutionnaires socialistes et sociaux-démocrates), et qui étaient privés de tout droit, ont adopté des décrets et des décisions selon les instructions des "anciens" et de leurs conseillers - des officiers allemands. Tout en adhérant extérieurement à une politique de non-intervention totale dans les affaires de la RSFSR, Skoropadskii et son gouvernement ont en même temps apporté leur soutien total à la croissance des formations de l'Armée Volunteer dans le Don et le Kouban. En juin, une représentation officielle de l'Armée Volunteer, dirigée par le général comte Keller, a été créée à la "cour" de Skoropadskii. Début juin, des bureaux de recrutement ont été créés dans tous les centres administratifs de l'Ukraine, qui, tout en opérant sous le slogan d'une "Russie unifiée et indivisible", enrôlaient des officiers ayant élu domicile sur le territoire ukrainien et la jeunesse bourgeoise dans l'Armée Volunteer. Au début d'août, ils ont commencé à former le quartier général du VIe Corps Volunteer et ses sous-unités dans la ville d'Ekaterinoslav (aujourd'hui Dnepropetrovsk).

La politique du gouvernement des propriétaires terriens-bourgeois de Skoropadskii, ainsi que la pression économique allemande et l'anarchie, ne pouvaient pas satisfaire les besoins de la bourgeoisie industrielle ukrainienne et de l'intelligentsia urbaine et rurale aux inclinations chauvinistes. Un congrès conspirateur d'organisations bourgeoises et d'organisations de réconciliation politique libérales et national-chauvinistes qui a eu lieu dans la seconde moitié de juillet dans la ville de Belaya Tserkov' a marqué le début de ce qu'on appelle le "Syndicat National Ukrainien", dont la tâche était de rassembler tous les éléments mécontents du régime et de l'occupation allemande et de tirer parti de la montée des attitudes révolutionnaires de classe parmi le prolétariat et la paysannerie. Par la suite, ce "syndicat" a désigné de ses rangs un organe administratif-exécutif, la "Direction", qui comprenait des représentants de divers groupes politiques, y compris les précédemment mentionnés Petlyura et Vinichenko.

Juillet et août 1918 en Ukraine se sont distingués par une croissance massive des soulèvements paysans, une augmentation de la lutte révolutionnaire dans les villes et la montée des organisations clandestines. Parallèlement, il convient d'ajouter que si dans l'Ukraine de la rive droite (les provinces de Kiev, de Volhynie et la partie nord de Kherson) le mouvement paysan a été utilisé par l'« Union nationale ukrainienne », sur la rive gauche, les bolcheviks et, dans une certaine mesure, les groupes des socialistes révolutionnaires de gauche (les socialistes révolutionnaires de gauche et les Borotbistes) jouissaient de la plus grande influence. Au début de septembre, le régime germano-hetman ne contrôlait en réalité que les centres administratifs et les villes où la loi martiale avait été instaurée, car le meurtre à Kiev du commandant en chef allemand Eichhorn et les attaques contre les quartiers généraux allemands dans d'autres villes ont contraint le commandement allemand et le gouvernement hetman à craindre de possibles soulèvements révolutionnaires. La paysannerie traversait une période exacerbée de différenciation de classe — une lutte acharnée des paysans moyens et pauvres contre le koulak, qui continuait à adhérer à l'orientation hetman.

Le gouvernement allemand (principalement le commandement militaire), qui avait créé à partir de l'Ukraine sa base de matières premières et de nourriture, cherchait à réprimer et écraser le mouvement révolutionnaire non seulement en Ukraine, mais dans toute la RSFSR, utilisant pour cet objectif le gouvernement de Krasnov le long du Don, et tentait de trouver un accord avec le commandement de l'Armée de Volontaires représenté par Denikin, ainsi qu'avec les groupes contre-révolutionnaires sur le territoire de la RSFSR. C'est ainsi que Ludendorff, qui à cette époque était le chef d'état-major du haut commandement allemand, a évalué la situation politico-militaire qui s'était créée en raison de l'occupation de l'Ukraine : "Dans un sens politico-militaire, l'occupation de l'Ukraine par nous a significativement affaibli le pouvoir du gouvernement soviétique. Nous avons

également établi des communications avec tous les mouvements populaires russes et avec les cosaques du Don, que nous aurions pu utiliser pour renverser le bolchévisme."

« En février, le commandement suprême, avec l'accord du gouvernement, a occupé l'Ukraine, ayant à l'esprit non seulement le danger bolchevique, mais procédant également de la ferme conviction que l'Ukraine nous était nécessaire pour soumettre les Alliés. Avec l'assistance ukrainienne, l'Autriche-Hongrie a pu encore s'enliser pendant l'été... Nous avons reçu du bétail, des chevaux et de nombreuses matières premières de là-bas... L'Allemagne et les autres puissances centrales ont pu obtenir les denrées alimentaires supplémentaires nécessaires d'Ukraine ; sans son aide, une crise difficile nous aurait frappés au début de l'été 1919. » « L'armée a reçu un grand nombre de chevaux, sans lesquels toute poursuite du conflit aurait été impossible. »

Cependant, les calculs du gouvernement et du commandement allemand concernant les avantages politiques et économiques qu'ils pouvaient tirer de l'occupation de l'Ukraine, des États baltes et d'une partie de la RSFSR, ainsi que de la Finlande, se sont révélés cruellement erronés. Sous l'influence de la lutte de classe révolutionnaire se déroulant sur le territoire occupé de l'Ukraine et de la RSFSR, la conscience de classe des soldats allemands et autrichiens a commencé à s'éveiller. Les divisions austro-allemandes, qui étaient transférées en août 1918 du front oriental vers le front occidental, l'Italie et les Balkans, se sont révélées incapables de combattre. "Les divisions juste transférées vers l'ouest depuis l'est se battaient mal dans les conditions du front occidental. J'ai entendu des rapports très défavorables à leur sujet. Malgré le manque d'hommes, les renforts du front oriental étaient acceptés à contrecœur. Leur moral était médiocre et cela avait un mauvais effet sur leurs camarades. Selon l'opinion du général Hoffman, les troupes avaient été corrompues par les tentations auxquelles elles avaient été exposées sous la forme de pots-de-vin et de propagande bolchevik." C'est ainsi que Ludendorff décrit ses troupes d'occupation après leur bref séjour sur un territoire qui avait été saisi par la lutte de classe révolutionnaire.

En novembre 1918, d'abord l'Autriche, puis l'Allemagne (le 9 novembre) s'engagèrent sur la voie révolutionnaire. L'Allemagne, qui avait été épuisée par la Première Guerre mondiale, fut contrainte d'accepter les conditions draconiennes de l'Entente victorieuse.

Le premier résultat de la révolution allemande et de la paix de Versailles fut que l'impérialisme militant de l'Entente est devenu prépondérant dans les considérations de politique étrangère de la RSFSR.

Toutes les formations étatiques qui avaient émergé avec l'aide de l'Allemagne ont rapidement changé leur orientation dans leur lutte contre la RSFSR et ont commencé à s'appuyer sur l'assistance des pays de l'Entente. Le gouvernement polonais de Pilsudski, qui avait vu le jour avec l'aide allemande, a inclus dans son programme politique la restauration des frontières polonaises de 1772 et la création d'un bloc de petits États, hostiles à l'Union soviétique, "de Gel'singfors à Tiflis", dirigé par la Pologne. De tels objectifs de politique étrangère du gouvernement polonais l'ont inévitablement placé d'abord en relations hostiles avec le gouvernement soviétique, puis avec ces formations contre-révolutionnaires dans le Caucase du Nord qui s'étaient engagées à rassembler des forces contre-révolutionnaires sous le slogan de la restauration d'une "Russie unifiée et indivisible". Les gouvernements bourgeois de Lettonie, d'Estonie et de Lituanie, qui avaient émergé sous la protection allemande, ayant changé leur orientation et établi des communications avec les gouvernements de l'Entente, ont poursuivi des objectifs plus modestes dans leur politique étrangère vis-à-vis de la RSFSR.

À la suite de la révolution de novembre en Allemagne, le processus de déroulement de la lutte révolutionnaire en Ukraine a pris de l'ampleur.

La petite bourgeoisie bruyante du "Directoire" cherchait à utiliser les soulèvements révolutionnaires pour renforcer son pouvoir. Elle a proclamé une lutte irréconciliable contre le pouvoir des hetmans, déclaré l'Ukraine une "république populaire" et annoncé la convocation immédiate d'un congrès du travail (une assemblée constituante sans la participation d'organisations politiques non ukrainiennes - les organisations d'officiers de l'Armée volontaire orientées vers Denikin, qui étaient assez répandues dans tous les centres provinciaux de l'occupation allemande et de la révolution en Ukraine). Au début de décembre 1918, profitant de la trahison des formations

ukrainiennes de Skoropadskii, le Directoire s'empara de Kiev et se proclama gouvernement de toute l'Ukraine. Un coup d'État eut lieu dans les villes de Khar'kov, Yekaterinoslav et Poltava (il est caractéristique que dans le premier cas, le mouvement était dirigé par l'ancien hetman le colonel Balbochan et à Yekaterinoslav par le capitaine Gorobets). Avec l'effondrement du pouvoir des hetmans, les officiers hetmanistes, la population des koulaks et la bourgeoisie urbaine affluèrent dans l'armée paysanne pro-révolutionnaire.

Le gouvernement du Directoire, sous l'influence des paysans et du prolétariat pro-révolutionnaires, a été contraint, avant le début de l'insurrection, d'inclure dans son programme de lutte des slogans pour satisfaire, dans une certaine mesure, les besoins des masses révolutionnaires, et dès qu'il a pris le contrôle des centres administratifs, il a commencé à écarter les "strates bolcheviques" de son programme, tout en défendant les intérêts des koulaks et de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine.

Le fait que la majorité des régions de l'Ukraine aient été saisies par un mouvement de révolte, dirigé par les bolcheviks ou par des groupes adhérant à une plateforme soviétique, a facilité l'effondrement rapide de l'armée du Directory ainsi que du Directory lui-même. Dès les premiers jours de novembre, les révoltes dans les régions au nord-est de Kharkiv, dans les zones de Poltava et de Tchernigov, et dans la partie nord des provinces de Kherson et d'Odessa, ainsi que dans la partie est et sud-est de la province d'Yekaterinoslav, étaient dirigées par des comités révolutionnaires bolcheviks et bolcheviques-socialistes révolutionnaires régionaux. La lutte armée des rebelles était dirigée à la fois contre le régime du Directory et les unités de troupes des Allemands-Volontaires-Hetman, ainsi que contre les détachements d'atterrissage français et grecs, qui avaient accosté le long de la côte de la mer Noire au début de janvier 1919 (la flotte des Alliés est apparue dans les eaux de la mer Noire en décembre 1918, après l'ouverture des détroits).

La force des troupes rebelles a crû extrêmement rapidement. Les zones touchées par le soulèvement se sont étendues le long d'axes radiaux. Le régime du Directoire est tombé à la mi-décembre à Khar'kov sous les coups des rebelles et à la fin décembre, les rebelles rouges avaient capturé Poltava et Yekaterinoslav (ce dernier a été occupé après une âpre bataille de quatre jours au cours de laquelle les forces du Directoire ont été soutenues par deux régiments allemands, des unités du VI<sup>e</sup> Corps de Volontaires des Blancs, ainsi que des bandes armées des Socialistes Révolutionnaires de Droite, des Mencheviks et même des Bundistes). À la fin décembre, le régime du Directoire qui, soit dit en passant, avait réussi à s'aligner avec l'Entente, n'existait plus que dans la ville de Kiev et dans la partie nord-ouest de l'Ukraine de la rive droite. L'offensive de l'Armée rouge a évolué très rapidement. Kiev a été pris presque sans combat le 5 février. À la fin avril et au début mai, l'Armée rouge a avancé dans les régions d'Odessa, de Nikolayev et de Kherson, qui à ce moment-là avaient été débarrassées par les rebelles des détachements franco-grecs d'occupation, des unités de volontaires et nationales-ukrainiennes. À la mi-avril, des unités de l'Armée rouge ont occupé Sébastopol. Avoir été expulsé de Kiev, le Directoire s'est enfui vers la Galice, où il a dégénéré en un petit groupe aventuriste dirigé par Petlyura et complètement sous l'influence polonaise, et a été utilisé par ce dernier dans l'intérêt de la lutte contre l'Ukraine soviétique. La lutte de l'Armée rouge contre le Directoire est développée par nous plus en détail dans le chapitre suivant.

Les événements dans les centres contre-révolutionnaires en dehors du territoire occupé par les Allemands se sont déroulés quelque peu différemment. Les événements qui se déroulaient sur les rivières Don et Kouban étaient particulièrement caractéristiques.

Dès que la contre-révolution don, avec le soutien indirect de l'occupation allemande, parvint à se consolider à nouveau sur une partie de son territoire, elle mit au pouvoir le gouvernement don de l'ataman Krasnov. Dans la situation qui s'était créée au printemps de 1918, Krasnov, comme nous l'avons déjà noté, adopta un cours pro-allemand, considérant la restauration d'une "Russie unie et indivisible" comme un objectif assez lointain. Pour le moment, Krasnov considérait la région de l'Hôte Don comme un gouvernement complètement indépendant, au nom duquel il cherchait à établir des relations diplomatiques avec Kiev, Yekaterinodar et Berlin. Les Allemands soutenaient volontiers Krasnov en tant que force qui, par son poids, n'était pas capable de leur être dangereuse,

tandis que d'autre part, elle pouvait ensuite être utilisée pour combattre le gouvernement soviétique et, en dernier recours, contre l'Armée volontaire, qui continuait obstinément à soutenir l'Entente. Cette orientation fut l'une des raisons du déplacement du centre des efforts de l'Armée volontaire, qui à ce moment-là était déjà dirigée par le général Denikin, vers le Kouban, pour éviter tout contact avec les Allemands, malgré l'opinion du général Alekseyev sur la nécessité de développer les attaques de l'armée en amont le long de la Volga et un certain nombre de propositions similaires de l'ataman Krasnov.

La révolution allemande et l'ouverture de la mer Noire pour les escadrons de l'Entente, en lien avec l'intervention massive attendue dans le sud de la Russie, ont facilité le passage rapide de l'orientation pro-allemande de Krasnov à celle des Alliés. Cependant, cela ne l'a pas empêché d'être englouti par une nouvelle organisation politique incarnée par le commandement de l'Armée des Volontaires. Sous la pression des Alliés, qui menaçaient de priver Krasnov de toute source d'approvisionnement, au début de 1919, Krasnov a dû se soumettre à ce nouveau régime, tant militairement que politiquement, tout en conservant pour lui-même seulement quelques droits autonomes dans la gestion de la région du Don. Dans le domaine de l'administration intérieure, le règne de l'ataman Krasnov se distinguait par la conduite d'une politique réactionnaire, qui ne lui a pas assuré de soutien parmi les masses cosaques.

La situation politique interne sur le Kouban était plus complexe. La Rada législative du Kouban, qui était en charge des affaires législatives en cours et du contrôle sur le gouvernement, se distinguait par son attitude implacable envers les cercles dirigeants de l'Armée Volunteer et sa politique ; en même temps, un autre courant d'un ton plus conciliant était évident et dominant à ce moment, lorsque le gouvernement du Kouban, privé de son territoire, était contraint de vagabonder avec l'Armée Volontaire sous l'occupation allemande et la révolution. Mais dès que le gouvernement du Kouban a pu compter sur son propre territoire, il a immédiatement repris la lutte pour son indépendance.

Le gouvernement cosaque a vu la réalisation de l'idée de créer une union du sud-est comme un moyen de se débarrasser de la tutelle de l'armée de volontaires. Le 10 août 1918, les cosaques de Kuban ont de nouveau proposé un schéma pour une union souveraine du Don, de Kuban et de Terek, incluant également les peuples de montagne du Caucase du Nord. Cette idée a servi de nouveau prétexte à des collisions avec le commandement de l'armée de volontaires, car ce dernier insistait sur le caractère temporaire de cette union et sur l'inclusion d'une représentation de l'armée de volontaires. La question de la formation de cette union s'est éternisée tout au long de 1918, en raison de la résistance du commandement de l'armée de volontaires, et en 1919, l'armée de volontaires, profitant de ses efforts et du soutien de l'Entente, a réprimé toutes les initiatives indépendantes du gouvernement de Kuban et de la Rada. Ces intentions mal formées étaient destinées à renaître à la toute fin de 1919, lorsque les contours de la défaite de l'armée de volontaires sur le front ont permis à l'opposition cosaque de renaître. Le 5 janvier 1920, une session de l'« Assemblée supérieure cosaque », qui cherchait à élaborer une constitution pour l'État cosaque unifié, s'est ouverte à Yekaterinodar, mais ce projet n'était pas destiné à se réaliser en vue de la route de toute la contre-révolution du sud. En ce qui concerne les gouvernements des troupes cosaques d'Astrakhan et de Terek, dépourvus de tout pouvoir réel et opposés aux projets séparatistes, ils manquaient de toute physiognomonie politique indépendante et étaient les plus obéissants à l'armée de volontaires.

Les efforts d'indépendance du gouvernement conservateur-bourgeois du Don et du gouvernement plus démocratique du Kouban étaient la raison de la faiblesse interne de cet organisme militaire et politique complexe qui, au début de 1919, s'est formé dans le sud de la Russie sous le nom de "Forces armées du sud de la Russie."

Le gouvernement de la Russie du Sud est né de l'armée volontaire professionnelle de caste, qui en soi était un organisme militaire et politique complet. Cette circonstance a déterminé le caractère de ce gouvernement, qui était essentiellement une dictature militaire sous sa forme pure. Tout le pouvoir appartenait au commandant de l'armée volontaire, qui a ensuite pris le titre de commandant des "Forces armées de la Russie du Sud." Il était assisté d'un organe consultatif

nommé le "Conseil spécial," qui élaborait divers actes législatifs et était responsable de l'administration des territoires occupés, des relations étrangères et des contacts avec les groupes sociaux.

La ligne de politique étrangère du gouvernement de la Russie du Sud, ou, pour être plus précis, celle du général Denikin, dans la mesure où ce dernier, s'appuyant sur les baïonnettes de l'Armée Volontaire, était le principal décideur en matière de politique extérieure et intérieure, était définie par le slogan d'une "Russie unifiée et indivisible." Ce slogan définissait complètement son attitude envers toutes les entités nouvellement formées sur le territoire de l'ancienne Empire russe et l'hostilité mutuelle de ce dernier. Les autres armées blanches pro-Volontaires, telles que les "Nord-Ouest" et "Nord," adhéraient à ce slogan.

La dictature militaire et politique du général Denikin cherchait à appliquer une politique dure et irréconciliable à l'égard des gouvernements cosaques, ce qui a créé des conditions de conflit entre elle et le régime parlementaire particulier du Kouban. Le "Conseil spécial" a puisé ses idées et ses exécutants parmi ce cercle contre-révolutionnaire qui s'est formé autour de lui. Au sein de ce cercle, le groupe le plus influent était le "Centre national", qui couvrait le spectre allant des Kadets à la droite. Encore plus à droite se trouvait le "Conseil de l'unité gouvernementale", tandis qu'à gauche se trouvaient les groupes de compromis social qui s'étaient rassemblés autour de l'"Union de la renaissance."

La tâche principale du gouvernement de la Russie du Sud était l'unification de la puissance militaire et de la représentation internationale, ce qu'il a réussi à accomplir. Mais il n'a pas pu rétablir des relations normales avec les "formations de terres frontières", c'est-à-dire les Cosaques, jusqu'à sa chute.

Le gouvernement de Denikin a révélé son véritable visage concernant les questions agricoles et ouvrières avec sa déclaration du 24 mars 1919, et son apparence a été influencée par des représentants de l'Entente, qui étaient effrayés par le trop réactionnaire cours politique du quartier général de Denikin. La déclaration promettait, dans des phrases très vagues, la convocation d'une assemblée populaire, l'autonomie provinciale, les libertés civiles et des réformes dans le domaine agricole et la question des travailleurs. Mais, selon la définition de l'un des politiciens de premier plan du quartier général de Denikin — le professeur Sokolov — toutes ces promesses ne se résumaient pas à plus que d'interminables conversations agraires. De plus, peu de temps après, l'aile droite réactionnaire du quartier général de Denikin s'est renforcée, ce qui a déterminé le tournant ultérieur de sa politique interne vers la droite. Cela a conduit à une situation dans laquelle, selon le même Sokolov, "Le Conseil Spécial se débattait dans un espace sans air, ne se fiant à personne et ne rencontrant nulle part de soutien."

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la politique intérieure du général Denikin ne pouvait satisfaire la classe ouvrière, qui adoptait une position hostile à cette politique. La paysannerie n'était pas non plus satisfaite du projet agraire de Denikin, qui se résumait au fait que les propriétaires (entendez, les propriétaires terriens) conserveraient leur part de terre, tandis que l'excédent irait à ceux qui n'avaient pas suffisamment de terre, mais uniquement moyennant paiement. La réalisation de cette politique à l'échelon local a encore irrité les paysans, à la lumière de l'ordre de Denikin de transférer la récolte des terres des propriétaires terriens, qui avaient été semées par les paysans, à leur propriétaire, c'est-à-dire les propriétaires terriens. En outre, la démoralisation générale des agents du régime local a complètement éloigné la population locale de celui-ci. Selon le témoignage de Sokolov, "Le vol libre et systématique des habitants locaux" a créé le prérequis pour les troubles paysans de masse, qui, durant la seconde moitié de 1919, période du plus grand succès militaire de Denikin, qui avait conquis l'Ukraine et avançait le long de l'axe Kouïsk—Oryol—Moscou, commençaient à ébranler de plus en plus puissamment l'arrière des "Forces Armées de Russie du Sud". Ces troubles se répandaient particulièrement largement dans les confins de l'Ukraine : par exemple, presque tout le territoire de la province de Yekaterinoslav et la partie nord de la province de Kherson avaient été saisies par les détachements de Makhno, qui comptaient jusqu'à 12 000 cavaliers et fantassins (selon certaines sources, les forces de Makhno comptaient jusqu'à 50 000 hommes à l'automne 1919 et étaient organisées en quatre corps), tandis que le territoire de la

province de Poltava, à l'exception des centres administratifs, était entre les mains du camarade Matyas, dont les détachements avaient une force totale de jusqu'à 20 000 hommes ; la totalité de la partie nord et est de la province de Khar'kov avait été saisie par les détachements rebelles du camarade Kotov, qui avaient une force totale de 1 000 à 1 200 fantassins et cavaliers.

Tous ces détachements rebelles ont détourné une grande partie des forces de l'Armée Volontaire du front anti-soviétique. Ces détachements ont joué un rôle énorme dans le sort de toute l'Armée Volontaire lors de sa retraite en décembre 1919, empêchant cette dernière de se consolider le long d'une seule ligne, commençant à partir de Koursk et se terminant par l'isthme de Crimée et le Don.

Les échecs sur le front et l'isolement complet du gouvernement de Denikin, qui ne s'appuyait que sur les baïonnettes de l'Armée des volontaires, qui commençait déjà à se désagréger, l'ont contraint à chercher à nouveau des moyens de se réconcilier avec les cosaques. Mais il était déjà trop tard, car une catastrophe générale sur le front a suivi bientôt.

Le gouvernement du Général Denikin était le plus typique des gouvernements contre-révolutionnaires se tenant sur la plateforme d'une "Russie unifiée et indivisible". Tous leurs aspects négatifs se sont particulièrement révélés en lui, car étant né des profondeurs de la force armée, il a immédiatement pris l'aspect d'une dictature militaire et l'a maintenu tant que le pouvoir qui l'avait engendré, c'est-à-dire l'Armée Volunteer, existait. En s'appuyant sur ce pouvoir, il a pu temporairement étendre son régime sur une assez large étendue de territoire, mais, comme on pouvait s'y attendre, il n'a pas pu le maintenir, ne conservant pendant une longue période que le territoire de la Crimée.

Nous devons maintenant examiner l'histoire du gouvernement blanc de Sibérie, tout aussi significatif, qui avait des prétentions à un pouvoir pan-russe et qui a été reconnu comme tel par l'Entente, et qui a également abouti à une dictature militaire, mais par un chemin plus complexe.

Nous avons déjà mentionné que notre zone frontalière de l'Extrême-Orient—plus précisément, le territoire chinois, était devenue depuis la fin de 1917 la patrie de petits gouvernements blancs arbitraires, créés par le Japon et l'Entente comme écran de leurs convoitises impérialistes. Ces gouvernements n'ont joué aucun rôle dans l'histoire de la guerre civile, et dès que leur besoin a disparu, ils ont été éliminés par cette même Entente. Un rôle plus notable et une existence plus prolongée ont été le lot de ceux qui sont apparus à la suite de la formation d'un front oriental contre-révolutionnaire. Les centres initiaux de ces nouveaux gouvernements formés étaient Samara et Omsk. Lors de la capture de Samara par les Tchécoslovaques le 8 juin 1918, ils ont mis au pouvoir le "Comité de l'Assemblée constituante". Le Komuch, s'appuyant sur le soutien des Tchécoslovaques, a commencé à former sa propre "Armée de l'Assemblée constituante" et a existé pendant cinq mois, jusqu'à son élimination par le dictateur sibérien Kolchak, qui est arrivé au pouvoir avec l'aide des baïonnettes de l'Entente et des conspirateurs militaires. Le comité avait une coloration prononcée de socialisme révolutionnaire de droite. Il cherchait à convoquer l'Assemblée constituante et à restaurer le front anti-allemand, ce qui a complètement déterminé son orientation pro-Entente. Tout en reconnaissant formellement la nationalisation des terres, le comité n'a en réalité pas poussé cette reconnaissance jusqu'au bout, laissant les domaines non nationalisés entre les mains de leurs propriétaires. Enfin, le comité manifestait une grande préoccupation pour les intérêts de la bourgeoisie dans sa politique sociale et financière, ce qui s'est exprimé par un paiement intégral à des prix favorables aux propriétaires pour les produits nécessaires à l'armée et par la limitation des activités des syndicats, etc.

De telles lignes directrices de sa politique étrangère et intérieure ont garanti l'attitude négative de la majorité des travailleurs et des paysans à l'égard du gouvernement de Samara. Un indice de cette attitude a été les mobilisations infructueuses pour l'armée de l'Assemblée constituante, puis l'effondrement rapide de l'armée elle-même. La politique intérieure du "Comité" ne satisfaisait pas non plus la bourgeoisie, qui dès la fin juin 1918 soulevait la question d'une dictature militaire. Ainsi, la seule base sociale pour le comité était l'intelligentsia urbaine et rurale et de petits groupes de révolutionnaires socialistes et de mencheviks. Le comité n'a pas été en mesure de maintenir son influence dans l'armée, où des éléments réactionnaires et des hordes noires ont pris



le dessus ; ces éléments ont ensuite facilité la chute du comité. Les gouvernements locaux de type compromis ou bourgeois qui se sont manifestés avec leur extension territoriale, tels que le "Gouvernement régional de l'Oural," ainsi que des gouvernements nationaux comme le "Gouvernement de l'État Bachkir," le Kirgiz "Alash-Ordya," et l'"Administration nationale de la race turco-tatare," qui ont émergé à Kazan dès l'été 1917, rivalisaient pour partager le pouvoir avec le comité.

Mais le principal rival du "Comité" était le "Gouvernement Régional Sibérien", qui est apparu à Omsk de la même manière que le "Comité" à Samara. Ce gouvernement, qui s'appuyait sur les cosaques sibériens et les organisations d'officiers contre-révolutionnaires, était ouvertement contre-révolutionnaire par nature et, dès le départ, s'est engagé dans une lutte avec la Douma régionale sibérienne, qui s'était réunie à Tomsk et qui soutenait une plateforme de démocratie bourgeoise. Toutes ces formations gouvernementales, sous une pression puissante des Tchécoslovaques, se sont finalement unifiées en octobre 1918 en une seule "Direction d'Oufa", qui se composait de cinq membres. Cependant, la Direction de coalition, avec sa coloration socialiste révolutionnaire, n'inspirait pas beaucoup de confiance à l'Entente, et cette dernière, principalement sous la forme de la Grande-Bretagne, a proposé l'amiral Kolchak, ministre de la guerre de la Direction, comme candidat au poste de dictateur. Dès que la Direction, sous l'influence des échecs sur le front, se déplaça à Omsk, il s'est produit, dans la nuit du 17 au 18 novembre 1918, un coup d'État militaire qui a mis l'amiral Kolchak au pouvoir. Les membres de la Direction ont été exilés à l'étranger. Les Tchécoslovaques se sont limités à une protestation formelle, mais le Parti Socialiste Révolutionnaire est passé sous terre, d'où il a commencé sa lutte contre le régime du nouveau dictateur.

Le simple accès au pouvoir de l'amiral Kolchak a déterminé l'essence réactionnaire de son gouvernement, malgré ses déclarations selon lesquelles il ne voulait pas « aller ni sur le chemin de la réaction, ni sur le chemin fatal de l'esprit de parti ». Cependant, dès les premiers jours de son accession au pouvoir, Kolchak a manifesté un complet manque de tolérance envers le mouvement ouvrier et a réprimé de manière sanglante toutes les manifestations des travailleurs. Il a introduit des lois extraordinaires, la peine de mort et la loi martiale pour tous les territoires à l'arrière. Le règne arbitraire des autorités militaires a éloigné de Kolchak même la démocratie assez modérée qui le soutenait initialement. Le joug du régime de Kolchak a été ressenti le plus par la paysannerie.

Selon le témoignage de l'un des anciens ministres du gouvernement Kolchak, l'apparition des forces blanches signifiait pour les paysans le début d'une époque de réquisitions illimitées, de toutes sortes d'obligations et du comportement complètement arbitraire des autorités militaires. Le même témoin a déclaré que « Ils battaient et volaient les paysans, insultaient leur dignité civile et les appauvrirent. » Les paysans, à leur tour, mènent une lutte contre le régime par le biais de soulèvements incessants ; cela a donné lieu à un certain nombre d'expéditions punitives sanglantes de Kolchak, qui non seulement n'ont pas arrêté les soulèvements, mais ont également élargi les zones occupées par la lutte révolutionnaire.

En même temps, en Sibérie orientale, des forces contrerévolutionnaires locales, dirigées par les atamans Semyonov et Kalmykov, s'opposaient à Kolchak et opéraient presque ouvertement contre lui.

Kolchak, dans ses déclarations, a adhéré aux mêmes tactiques que Denikin. Il a fait à peu près les mêmes promesses générales que ce dernier, c'est pourquoi nous ne les répéterons pas ici. Les méthodes utilisées pour mener à bien cette pacification n'ont fait qu'ajouter de l'huile au feu.

Dès que des échecs prolongés au front ont commencé, la désintégration du régime du gouvernement de Kolchak a commencé. Le Conseil des ministres de Kolchak, qui s'était séparé de son chef et qui s'était déplacé à Irkoutsk en décembre 1919, a tenté de manifester une certaine activité, se réorganisant sur une base plus démocratique, tandis qu'en même temps Kolchak cherchait à conserver sa dictature militaire personnelle. Le mouvement de soulèvement en est venu à embrasser presque toute la Sibérie.

À Irkoutsk, il s'est formé ce qu'on appelle le "Centre Politique," qui a uni le comité central du Parti Socialiste Révolutionnaire, le comité du bureau des zemstvos, les syndicats et les

mencheviks. Les représentants de l'Entente commencèrent à jouer avec ce centre, pensant y trouver un soutien pour la lutte future contre les Bolcheviks. Le 24 décembre 1919, le "Centre Politique," s'appuyant sur une partie des troupes qui lui avaient rejoint, a réalisé un coup d'État à Irkoutsk. Janin, le général français qui commandait toutes les forces alliées en Sibérie, soutenait ce soulèvement et était inquiet pour le passage libre des trains tchécoslovaques en route vers Vladivostok. Les Alliés, ayant enfin décidé de miser sur les Socialistes Révolutionnaires, chez qui ils voyaient "des figures gouvernementales n'ayant rien à voir avec les Bolcheviks," ont mis la pression sur les restes du gouvernement sibérien pour qu'il mette fin à sa résistance et remette Kolchak lui-même au "Centre Politique."

Le "Centre Politique", qui avait été créé par des partis de compromis intermédiaires, était la phase de transition vers le véritable pouvoir des masses laborieuses, qui s'est formé à Irkoutsk le 21 janvier 1920 sous la forme du soviet local des députés ouvriers et paysans.

L'isolement du gouvernement sibérien dans l'espace par rapport aux autres gouvernements de la Garde Blanche ne lui conférait le titre d'all-Russe que de nom. Bien qu'il ait officiellement reconnu sa souveraineté, tous les gouvernements blancs n'étaient pas très guidés par ses instructions en matière de politique intérieure et parfois étrangère. Denikin, qui jouissait d'un large degré d'autonomie en matière de relations étrangères, mais qui exigeait également une indépendance totale en ce qui concerne les questions de politique agraire et financière, se tenait particulièrement indépendant.

Nous devons maintenant dire quelques mots sur ces gouvernements secondaires de la Garde blanche qui ont émergé exclusivement en raison de l'intervention de l'Entente. L'un d'eux était le gouvernement initialement social-apaisant de la région nord le long de la côte de la mer Blanche, formé en août 1918, qui a ensuite été réorganisé en quelque chose ressemblant à une dictature militaire, puis, après avoir établi des connexions officielles avec Koltchak, a été transformé par celui-ci en un gouvernement général militaire, tandis que ses anciens ministres formaient un conseil spécial au sein de celui-ci.

Le gouvernement de la Russie du Nord a été formé à Arkhangelsk en août 1918, immédiatement après l'atterrissage des Alliés. C'était une coalition de compromis socialistes et de personnalités des partis bourgeois. Il était dirigé par l'ancien membre de la « Volonté du Peuple », Chaikovskii. Cependant, un mois plus tard, c'est-à-dire en septembre 1918, même un tel gouvernement orienté vers l'apaisement ne satisfaisait pas le commandement militaire de l'Entente. Un coup d'État militaire a été incité et les ministres socialistes, avec Chaikovskii à leur tête, ont été envoyés aux îles Solovetski. Chaikovskii a été libéré peu de temps après et placé à la tête d'un nouveau gouvernement fictif de coloration purement bourgeoise avec un minuscule mélange de « socialistes populaires ». Miller, le gouverneur militaire général, a été nommé comme adjoint de Chaikovskii. Au début de 1919, les Alliés ont jugé opportun, sous un prétexte commode, de se débarrasser également de Chaikovskii en l'envoyant à Paris pour une conférence alliée en tant que représentant des gouvernements de la Garde Blanche russe. Son adjoint, le général Miller, était le véritable chef du gouvernement. De cette manière, le gouvernement Kolchak n'a fait que formuler l'ordre des choses qui avait réellement été établi dans la région nord.

Le gouvernement nord-ouest de Lianozov, qui avait été créé par les Britanniques le 10 août 1919 à Revel, avait peur même de faire une apparition sur un bout de son propre territoire.

Ces deux gouvernements n'étaient rien d'autre qu'une fiction et totalement dépendants des puissances de l'Entente. L'armée du gouvernement du nord-ouest était un refuge pour les aventuriers et les soldats de fortune, et elle a été rejointe par Bulak-Balachowicz, qui devint plus tard célèbre dans l'histoire du banditisme.

Le même type de gouvernement était celui de la région trans-caspienne, qui a été formé par les Socialistes Révolutionnaires le 12 juillet 1918 et qui a immédiatement fait appel à l'aide des troupes britanniques en Perse ; par la suite, ce gouvernement a transféré ses pouvoirs au gouvernement de la Russie du Sud.

À l'été 1918, avec le soutien des baïonnettes britanniques, un gouvernement azéri national-chauvin de coloration bourgeoise, sur la plateforme de l'indépendance azérie et d'hostilité à l'Armée des volontaires, est né à Bakou.

Depuis l'époque de la Révolution d'Octobre, le gouvernement régional de Fergana, qui reposait sur la population koulak locale composée à la fois de locaux et de colons, a existé séparément au Turkestan. Ce gouvernement a mené une lutte contre le régime soviétique à Tachkent et s'est finalement effondré, remplacé par un mouvement de bandits qui a ensuite été connu sous le nom de Basmachestvo.

Tous ces gouvernements, à l'exception de celui d'Azerbaïdjan, avaient beaucoup en commun, tant en ce qui concerne leur naissance que leur physiognomonie politique et les méthodes de mise en œuvre de leur politique intérieure. Leur principale qualité unificatrice était l'objectif commun de « rétablir une Russie unifiée et indivisible ».

Nous voyons, dans l'exemple de l'évolution des gouvernements des Gardiens Blancs de type apaisement, la faillite de la démocratie étroite-bourgeoise face à la révolution mondiale. La petite bourgeoisie s'est avérée incapable de mener à bien sa propre politique dans des conditions de collision décisive de deux classes - la bourgeoisie et le prolétariat, et le gouvernement petite-bourgeois, caché derrière des slogans et des phrases de gauche, soit inévitablement retombait dans le camp de la contre-révolution ouverte, soit préparait le terrain pour cette dernière.

Au lendemain de l'expérience des directions d'Ufa et ukrainiennes, les éléments les plus actifs et révolutionnaires de la démocratie petite-bourgeoise n'avaient d'autre choix que d'adhérer à la formule de la domination politique du prolétariat.

Comme nous l'avons répété, à l'arrière du front blanc, il y avait des soulèvements constants du prolétariat et de la paysannerie, qui prenaient parfois des formes élémentaires, tandis que le mouvement de soulèvement se développait généralement par l'ajout d'éléments déclassés proches de la paysannerie et des travailleurs. Les troubles à l'arrière des Blancs avaient le caractère d'un véritable mouvement révolutionnaire et la courbe de sa croissance montait continuellement. La croissance du mouvement de soulèvement était particulièrement forte en Ukraine à la fin de 1918 et en Sibérie avant la chute du régime de Kolchak à la fin de 1919. Ce dernier a été essentiellement balayé de la scène historique par la vague du mouvement partisan rouge sibérien. La vague partisans a sapé tous les fils vitaux des armées de Kolchak. Presque toute la population capable de se battre s'est retirée dans les forêts et, s'organisant là en grands détachements, parfois avec leur propre artillerie faite maison, a mené des raids extrêmement audacieux contre des garnisons, des dépôts et des lignes de communication. Le flux de renforts vers les armées blanches a été coupé et leur force a chuté avec une rapidité étonnante, car la paysannerie mobilisée a rejoint en masse les détachements partisans.

Le mouvement de soulèvement s'est développé de manière assez puissante en Ukraine à la suite de l'ordre de Denikin de remettre la récolte des biens des propriétaires terriens aux propriétaires terriens. Le mouvement de soulèvement s'est également développé largement le long de la côte de la mer Noire, sur la côte du Caucase et en Crimée, et la paysannerie, tout en évitant les mobilisations forcées de Denikin, a rejoint sans hésitation l'Armée « Verte ». Les actions de ces armées ont par la suite rendu très difficile le repli des restes de l'Armée de Volunteer sur Novorossiisk.

Dans l'ensemble, le mouvement de soulèvement à l'arrière des fronts blancs a joué son rôle révolutionnaire dans la cause de leur destruction et doit être évalué comme l'une des forces actives de la révolution. Les cellules du Parti communiste, qui sont restées derrière la ligne du front blanc et, étant passées dans la clandestinité, n'ont pas cessé leur travail organisationnel et actif, tant parmi les forces ennemies que dans la population. Leur rôle dans la destruction de l'arrière blanc a été assez significatif. En Sibérie, le travail antikolchak des socialistes révolutionnaires n'a embrassé que le sommet de l'intelligentsia urbaine et les éléments koulaks dans les campagnes, tandis que les grands soulèvements paysans et, en général, l'ensemble du mouvement paysan de masse se sont déroulés sous les slogans du RKP et sous son contrôle organisé. Dans le sud de l'Ukraine, pendant la période de l'occupation franco-grecque d'Odessa et de plusieurs autres ports de la mer Noire à

l'hiver 1918-1919, le Parti communiste des bolcheviques d'Ukraine (KP(b)U) a mené un travail réussi pour la démoralisation interne des troupes de l'Entente et dans la direction du mouvement des travailleurs dans la zone d'occupation de l'Entente. L'un des résultats du travail clandestin des bolcheviques a été le soulèvement politique du commandement à bord du navire militaire français Mirabeau au début de février 1919.

Les organisations bolcheviques clandestines ont mené le même type de travail à une échelle plus ou moins grande et avec des résultats plus ou moins importants dans d'autres zones occupées par la contre-révolution.

Ce travail, dans des conditions de terreur blanche extrêmement sévères, a exigé de ses exécutants beaucoup de sacrifice de soi et de dévouement à la cause du parti.

Ayant observé les événements qui se développaient le long des frontières de la RSFSR au début de la révolution en Allemagne et en Autriche, et ayant suivi l'évolution des formations contre-révolutionnaires, nous allons analyser davantage la situation qui régnait dans la RSFSR elle-même au début de 1919 et son développement au cours de cette année.

L'effondrement de l'occupation allemande a placé devant la RSFSR la tâche de libérer les régions occupées et d'y organiser un régime soviétique.

L'accomplissement de cet objectif a placé la stratégie soviétique devant la nécessité de diriger son activité vers les États baltes, la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine. La question entière était donc précisément quelles forces parviendraient à s'établir fermement dans toutes ces régions, c'est-à-dire les forces de la révolution ou celles de l'impérialisme de l'Entente et de la contre-révolution interne.

Aux côtés de ces tâches immédiates, qui avaient surgi avant la politique et la stratégie soviétiques immédiatement après la révolution allemande, d'autres tâches plus complexes et plus vastes surgirent. La politique traîtresse des partis de l'apaisement social pendant la Première Guerre mondiale avait repoussé les masses prolétariennes. L'effondrement économique complet et l'exacerbation extrême des contradictions de classe, qui avaient frappé de manière égale les nations victorieuses et les pays vaincus en raison de la guerre, avaient créé à travers toute l'Europe une situation révolutionnaire extrêmement aiguë. Les flambées les plus puissantes d'activité révolutionnaire se manifestèrent en Allemagne et en Hongrie. La situation révolutionnaire à travers toute l'Europe de l'Ouest posait une nouvelle tâche à la politique et à la stratégie soviétiques. Cette tâche consistait à unir les efforts du front révolutionnaire en Europe de l'Est et de l'Ouest.

Une lutte militaire directe contre l'intervention n'était envisageable que dans le cadre d'une alliance avec les forces révolutionnaires de l'Ouest. En réalité, un coup contre les États baltes couperait cette chaîne tampon par laquelle Clemenceau (voir chapitre 1) préparait à séparer la Russie soviétique de l'Ouest. Une offensive à travers l'Ukraine et la Bessarabie vers la Bucovine<sup>48</sup> tendrait la main d'assistance à la République soviétique hongroise fraternelle.

C'étaient les tâches que l'histoire avait placées devant la stratégie soviétique, tout en exigeant le meilleur effort de sa force.

C'est ainsi que V. I. Lénine, dans un discours à l'époque, a évalué cet effort quantitatif que la République soviétique devrait fournir pour cela : « Nous », dit-il, « avons décidé d'avoir une armée d'un million d'hommes d'ici le printemps et maintenant nous avons besoin d'une armée de trois millions d'hommes. Nous pouvons l'avoir. Et nous l'aurons. »

La difficile situation économique du pays, due au développement de la guerre civile, a entraîné une forte augmentation des épidémies. La surpopulation, l'absence de combustibles et de nourriture suffisants, ainsi que le faible niveau de civilisation, etc., ont facilité la propagation incroyablement rapide des maladies épidémiques. Une épidémie de typhus s'est développée d'une manière particulièrement sévère. Selon des calculs très incomplets, en octobre 1917, il y avait 20 370 cas de typhus dans le pays, tandis qu'en janvier 1918, leur nombre avait augmenté à 55 831 cas.

Ainsi, la condition interne du pays était véritablement une condition de "ruine désespérée", comme l'a décrit V. I. Lénine dans l'un de ses discours. Dans le même temps, la situation politique exigeait la poursuite de la guerre civile par un plein effort de toutes les forces. Le régime soviétique

faisait face, sur le plan économique, aux tâches de préserver et de maintenir la capacité de combat de l'armée, de nourrir la population du pays et de préserver les restes de l'industrie.

La première de ces tâches était la principale.

Directement lié à cela, il y avait une autre tâche tout aussi "importante", non seulement sur le plan politique, mais également sur le plan militaire : empêcher la force du prolétariat de se dissiper sous l'influence de la crise alimentaire. La dissipation du prolétariat affaiblirait non seulement la base politique du régime soviétique, mais menaçait également d'affaiblir l'épine dorsale organisationnelle de l'Armée rouge. Les chiffres suivants illustrent en réalité que ces craintes étaient bien fondées. Par exemple, à l'usine de Kolomna à la fin de 1918, au lieu des 18 000 travailleurs présents à la fin de l'année précédente, il ne restait que 7 203 personnes. Il y a eu 11 grèves dans la province de Tver' tout au long de l'année en raison de la crise alimentaire. En dehors de cette raison, la fermeture d'usines en raison de la pénurie de matières premières a également facilité la dissipation du prolétariat. Par exemple, en octobre 1918, Tsentrtekstil' a été contraint de fermer 161 usines. L'effort des forces de la stratégie soviétique dépendait étroitement de l'état interne global de la RSFSR tout au long de 1919.

Les possibilités de la stratégie soviétique, tant dans les domaines organisationnels qu'opérationnels, étaient déterminées par l'économie du pays ; nous commencerons donc notre examen par des questions d'ordre économique.

À la fin de 1918, la RSFSR, en raison du blocus économique et de l'encerclement militaire, était contrainte de s'appuyer exclusivement sur ses propres ressources économiques. En réalité, si le coût normal des imports en Russie en 1913 était de 936,6 millions de puds et les exportations atteignaient 1 472 000 millions de puds, alors en 1918, le chiffre des importations était tombé à 11,5 millions de puds et celui des exportations à 1,8 million de puds. L'un des résultats immédiats d'une telle situation était la disparition des matériaux importés nécessaires au maintien du transport à un niveau approprié, ce qui, bien sûr, a puissamment impacté les intérêts stratégiques et l'état de l'industrie et de l'agriculture.

En raison de l'expansion de la guerre civile sur l'immense territoire de la RSFSR, les résultats de l'exploitation des bases de matières premières étaient complètement visibles à la fin de 1918. Un certain nombre de régions étaient encore aux mains des occupants, des interventionnistes et des forces de la contre-révolution interne. Le régime soviétique disposait des territoires économiquement dépendants et également des plus densément peuplés. Les conséquences pratiques de cette situation sont clairement illustrées par le fait que la Russie soviétique avait désormais un surplus de céréales de seulement 87 millions de puds, au lieu des 775 millions de puds avant la guerre. À quel point ce surplus était insuffisant peut être jugé par le fait que 220 millions de puds de céréales devaient être collectés du 1er août 1918 au 1er août 1919 pour nourrir l'armée et le pays. La même situation existait pour tous les autres types de fournitures. Par exemple, la RSFSR ne pouvait compter que sur un rendement annuel de charbon d'à peine 24 millions de puds, alors que Petrograd seule consommait normalement 168 puds de charbon par an. La courbe de production des branches les plus importantes de l'économie nationale a chuté de manière abrupte. Par exemple, en 1918, la production de fonte ne représentait que 12,3 % et le fil de lin 75 % du rendement d'avant-guerre.

Un tel état de choses a rendu inévitables un certain nombre de crises dans l'approvisionnement de diverses branches de l'économie nationale, tandis que les plus importantes d'entre elles, dans un sens militaire, étaient les crises céréalières et des transports. Cette dernière dépendait d'une série entière d'autres crises, telles que la crise du combustible, la crise de l'équipement, etc., ainsi que de la destruction subie par le transport ferroviaire durant la guerre civile. V. I. Lénine a concentré l'attention principale du pays et du parti précisément sur la lutte contre ces deux crises. En vérité, la capacité même de poursuivre la guerre civile dépendait de l'alimentation et des transports.

En ce qui concerne le transport, le régime soviétique a hérité d'un héritage perturbé de l'époque de la guerre mondiale. Tout au long de la guerre civile, notre système de transport a continué à se dégrader, principalement en raison de l'usure du matériel roulant, qui dépassait notre capacité à le restaurer. Ces chiffres illustrent la rapidité avec laquelle cette usure s'est produite. En

1916, nos chemins de fer disposaient de 20 290 locomotives à vapeur, dont 3 404 étaient endommagées, tandis qu'à la fin de 1918, le nombre de locomotives à vapeur était tombé à 8 910, dont 4 231 étaient endommagées, soit environ 50 %. À la fin de 1916, le nombre total de wagons de chemin de fer était de 563 000, dont 20 000 étaient endommagés, tandis qu'à la fin de 1918, il n'y avait plus que 258 000 wagons de chemin de fer ; parmi ceux-ci, 43 000 étaient endommagés. Les données suivantes témoignent de l'ampleur de la crise de combustible sur les chemins de fer. La consommation totale de combustible de la jonction ferroviaire de Petrograd du 1er mars 1918 au 1er mai 1919 était de 1 124 000 coudées<sup>58</sup> de bois de chauffage. Sur ce montant, seulement environ 10 % avait été procuré du 1er mai 1918 au 4 novembre. Les autres lignes ferroviaires étaient dans une situation à peu près similaire.

En même temps, d'énormes demandes étaient placées sur les chemins de fer en raison de la situation de guerre. Ainsi, tout au long de la guerre civile, le régime soviétique devait accorder une grande attention aux problèmes des chemins de fer, en particulier en ce qui concerne les questions de combustible. Seulement 24,1 % des besoins globaux du pays en combustible avaient été préparés avant janvier 1919, et 10,3 % expédiés. 75,9 % des approvisionnements ont été réalisés au cours des six mois suivants, avec 89,7 % expédiés.

L'entretien du trafic ferroviaire exigeait à certains moments l'adoption de mesures énergiques, telles que des réquisitions pour les chemins de fer de 50 % du bois de chauffage situé sur les voies ferrées à ce moment-là, peu importe à qui il appartenait. La situation de transport difficile nous a contraints à employer des méthodes de choc pour tout mouvement sur les chemins de fer. En cas de nécessité, afin de faire avancer rapidement les expéditions de nourriture le long de certaines lignes, le service passagers a été temporairement interrompu, à l'exception des expéditions opérationnelles, et l'ensemble du parc de wagons de fret libre a été déplacé pour transporter ces cargaisons.

Dans la situation en développement, la paysannerie était le fournisseur des produits alimentaires les plus importants sur la base de la formule suivante de V. I. Lénine : « Le paysan a reçu toutes les terres et une protection contre le propriétaire foncier et le kulak de l'État ouvrier ; les ouvriers ont reçu de la nourriture et des prêts de la paysannerie jusqu'à la restauration de l'industrie à grande échelle. » La dictature du Commissariat du peuple pour l'alimentation sur les produits alimentaires les plus importants dans le cadre du monopole d'État, et l'introduction de la réquisition alimentaire par un décret du 13 janvier 1919, ont permis au pays de faire face plus ou moins de manière satisfaisante à la solution du problème alimentaire le plus difficile. Les chiffres suivants en témoignent : du 1er août 1918 au 1er août 1919, 110 millions de puds de grain ont été récoltés et 220 millions de puds l'année suivante, avec plus de 285 millions de puds l'année d'après.

Les sacrifices de la population pour la cause de la guerre civile ne se limitaient pas seulement aux obligations alimentaires. La guerre exigeait des larges masses de la population un travail personnel au service de l'État. Cette participation s'est exprimée par la mobilisation du travail de la population pour réaliser des travaux d'importance générale pour l'État.

Le caractère militaire de l'économie nationale pendant la guerre civile a conditionné les particularités typiques du système des organes économiques, qui étaient construits selon le principe de la centralisation stricte, tous étant contrôlés par le Conseil suprême de l'économie nationale (VSNKh). Plus tel ou tel organe du VSNKh était lié au travail de l'armée, plus l'ombre de militarisation pesait sur cet organe ; la militarisation se ressentait encore plus fortement sur les organes du Commissariat du peuple aux Transports. La centralisation garantissait le caractère choc du travail des organes économiques du pays, tandis que le travail choc était provoqué par la nécessité de maintenir l'existence et le développement de la puissance combative de l'armée. Cette méthode choc a traversé l'ensemble de la politique d'approvisionnement tout au long de la guerre civile. Selon l'importance de tel ou tel front, il pouvait devenir un front de choc ; l'attention du parti, du pays et de ses organes économiques s'y concentrerait et des renforts ainsi que des fournitures de toutes sortes commenceraient à y affluer tel un large fleuve au détriment d'un affaiblissement temporaire des autres fronts.

V. I. Lénine lui-même suivait le travail des chemins de fer pour organiser des expéditions alimentaires durant les périodes les plus critiques. « J'ai donné un ordre », a-t-il télégraphié à Zinovyev à Petrograd au début de 1919, « de faire avancer les wagons vers Piter depuis Moscou et Nizhnii Novgorod avec des voitures passagers. Suivez cela. Si vous avez raté l'arrêt il y a un mois et n'avez pas fait appel à temps, alors vous devez vous en prendre à vous-même, tout comme après notre conversation téléphonique de vendredi vous n'avez pas pris de mesures pour vérifier la vitesse de mouvement des wagons expédiés. » V. I. Lénine a scrupuleusement contrôlé le travail des chemins de fer dans le transfert des unités envoyées vers les secteurs décisifs du front pendant ces jours-là. Le transfert de la Brigade Bachkir à Petrograd à l'automne 1919, le transfert de la 21e Division en août de la même année contre Mamontov, le transfert de la Division Lettone à l'automne 1919 du Front Occidental au Front Sud, etc., ont été réalisés sous l'observation personnelle de Lénine.

Les difficultés d'ordre économique ont fortement imposé des objectifs à la stratégie soviétique. L'un des principaux slogans dans la lutte contre Denikin et Kolchak était la lutte pour le grain. Dès le début de 1919, le pays a commencé à connaître une grave pénurie de pétrole. Le 24 avril, Lénine a télégraphié aux travailleurs militaires d'Astrakhan' ce qui suit :

« Il est extrêmement étrange que vous n'envoyiez que des télégrammes vantant des victoires futures. Discutez immédiatement : « Tout d'abord, ne peut-on pas accélérer la saisie de Petrovsk pour expédier du pétrole de Grozny ? Deuxièmement, ne peut-on pas capturer l'embouchure de la rivière Oural et Gur'yev afin de récupérer du pétrole de là-bas, car le besoin en pétrole est désespéré. Dirigez tous vos efforts pour obtenir du pétrole le plus rapidement possible... »

À la fin de 1918, la croissance du parti et la restructuration de son travail sous le slogan « Tout pour la victoire » se faisaient clairement sentir. Le camarade Mekhonoshin, membre de la Commission militaire centrale, en parlant de l'importance que les mobilisations du parti et leur augmentation corrélative au front avaient, a ajouté : « L'organisation de la campagne se déroule en même temps que la lutte au front. On peut dire ouvertement qu'il n'y a nulle part des paysans aussi bien organisés que dans la zone frontalière. Un grand nombre de travaux d'organisation se déroulent dans l'arrière-pays de l'ennemi. Des détachements de travailleurs y sont organisés pour nous aider et des bases soviétiques sont même en train d'être créées. »

On peut juger à quel point les mobilisations des partis étaient importantes par le fait qu'en octobre 1918, des cellules communistes avaient été organisées dans plus des deux tiers des unités de l'Armée rouge le long du front Volga-Oural. L'action des communistes envoyés depuis les centres rouges a complètement transformé les zones frontalières. Des comités des pauvres ont été organisés partout et les articles de l'époque notaient que ici, c'est-à-dire, dans la région de la Volga et dans les Urals, « la population laborieuse locale venait juste de se réveiller pour la révolution et avait commencé à vivre une vie révolutionnaire. »

Moscou et Petrograd ont fourni une quantité particulièrement importante au front, mais le 1er novembre 1918, le camarade Zinov'yev, qui était revenu d'un voyage sur le front de l'Est (3e armée), rapporta au Soviet de Petrograd que « cela est insignifiant par rapport à ce qui se passe sur le front. » Dans les usines de Lys'va, seuls 3 000 ouvriers restaient sur 15 000. Le reste était au front. « Quand, » déclara l'orateur, « après cela vous écoutez les compliments adressés à Petrograd, alors vous réalisez avec une douleur dans votre cœur qu'ils ne sont pas mérités par nous. Nous n'avons pas fourni le même pourcentage que Lys'va... Nous devrions faire dix fois plus.

La Russie soviétique a proposé le slogan de créer une armée de trois millions d'hommes, à laquelle la ville communiste devrait offrir de 300 000 à 500 000 soldats prolétariens.

Les mobilisations des partis ont continué inexorablement et lorsque un nouveau Front de l'Ouest a été créé, à la suite de la révolution allemande, Petrograde a réalisé la mobilisation de "mille" communistes. La mobilisation des sections nationales a commencé. Conformément au slogan "Tout pour l'Armée", à Moscou, Petrograde et dans un certain nombre d'autres villes, des mesures telles que l'examen des casernes ont été entreprises, pour lesquelles des équipes de trois personnes ont été créées, ainsi que toutes sortes d'aide pour l'Armée rouge, et l'organisation de l'envoi de cadeaux de Nouvel An à l'Armée rouge, etc.

Le travail politique et éducatif dans les rangs de l'Armée rouge a été approfondi, tant au front qu'à l'arrière, tout en maintenant sans changement le lien fort entre le front et l'arrière. À la fin décembre 1918, les soldats de l'Armée rouge ont envoyé des salutations fraternelles et un chaleureux remerciement du front aux travailleurs pour les cadeaux qui leur avaient été envoyés. Ils ont également ajouté : « Ces cadeaux nous sont plus chers que tout autre chose. Nous croyons en la victoire du socialisme. Nous croyons en la famille unie du travail. C'est difficile en ce moment, et cela pourrait devenir encore plus difficile, mais nous savons qu'en arrière de nous bat le cœur sensible du prolétariat. »

Il ne pouvait y avoir une telle unité et cohésion de classe et de parti, de l'armée et du pays tout entier travaillant dans le camp de la contre-révolution. Bien au contraire, les partis apaisants des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires sont entrés dans la deuxième année de la guerre civile sous le signe de la division continue de leurs rangs et du déclin de toute forme d'autorité parmi les masses. Les données suivantes parlent éloquentement de cela. En janvier 1918, les mencheviks disposaient de 16 % du nombre total de délégués au premier congrès des syndicats. En janvier 1919, leur degré de participation au deuxième congrès n'était que de 6 %.

Le schisme a frappé durement les Socialistes Révolutionnaires. Officiellement, le Parti Socialiste Révolutionnaire s'en tenait à une politique d'irréconciliabilité, tant à l'égard du régime soviétique qu'à l'égard des gouvernements counterévolutionnaires, et le neuvième congrès du parti a recommandé à ses membres de s'abstenir des soulèvements ouverts contre le régime soviétique, tout en permettant de tels soulèvements dans le camp des counterévolutionnaires. En réalité, l'aile droite du parti, dirigée par Avksent'ev et Zenzinov, adhérait à la plateforme de coopération avec les interventionnistes et soutenait les gouvernements counterévolutionnaires. On pouvait rencontrer de nombreux membres du Parti Socialiste Révolutionnaire parmi les participants les plus actifs aux conspirations bourgeois dans l'arrière du front rouge. L'aile gauche des Socialistes Révolutionnaires continuait de manifester son hostilité irréconciliable envers le Parti Communiste, tout en tentant de le blesser par des « piqûres d'épingle » à des moments de tension intense le long des fronts. Les partis bourgeois contrerévolutionnaires, des Cadets et encore plus à droite, tout en conservant comme auparavant leur minuscule importance, se manifestaient principalement en organisant diverses conspirations. Ne comptant pas du tout, sur la base de l'expérience de 1918, sur le succès de leurs propres soulèvements, ils calaient alors leurs préparatifs sur le moment où le front de l'occupation allemande et la révolution approchaient et entreprenaient des espionnages intensifs dans de nombreuses unités et établissements de l'Armée Rouge, utilisant à cet effet l'hétérogénéité de classe de l'élément de commandement. Cependant, tous ces complots n'ont pas réussi à atteindre leur but et ont été découverts en temps utile par les organes de la dictature prolétarienne — le VChK OGPU, et ont été rapidement éliminés.

Tout au long de son cours, la guerre civile a été accompagnée de variations périodiques parmi la masse paysanne principale, ou de ses strates individuelles, qui se manifestaient parfois par des désordres et des insurrections ouvertes contre le régime soviétique. Les raisons et l'essence de ces mouvements de fluctuation parmi les paysans ont été décrites par nous dans le premier chapitre de ce travail. Cette oscillation dépendait principalement des attitudes de la petite paysannerie et de l'influence que, notamment dans les régions frontalières même longtemps après octobre, le kulak économiquement puissant continuait à exercer à la campagne. La direction kulak à la campagne, tout en étant hystériquement révolutionnaire dans la lutte contre les propriétaires terriens, ne voulait pas faire la paix avec le régime soviétique, qui tentait de libérer les masses laborieuses à la campagne non seulement du propriétaire terrien, mais aussi du kulak. Le déplacement des lignes de front dans la guerre civile coïncidait presque toujours avec des oscillations parmi les masses paysannes. Il était nécessaire que les masses paysannes des régions de la Volga, de Sibérie, du Don, de Kuban' et d'Ukraine expérimentent elles-mêmes la puissance de la dictature blanche et du propriétaire terrien aveuglé par la haine de la révolution, afin de finir par devenir alliées du prolétariat dans la lutte des côtés rouge et blanc.

Le parti a pris en compte en temps utile la nécessité de consolider ce changement du paysan moyen en faveur du régime soviétique et de son alliance avec la paysannerie la plus pauvre et le



prolétariat. Le VI<sup>e</sup> Congrès des Soviets, qui a eu lieu en novembre 1918, a décidé de dissoudre les comités des pauvres et de revenir à des formes normales de construction soviétique dans les campagnes. Le discours célèbre de Lénine "Sur l'attitude envers le paysan moyen", prononcé au VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti en mars 1919, a tracé une ligne complètement claire et précise, visant à une alliance avec le paysan moyen. Les troubles paysans qui ont eu lieu de manière épisodique n'étaient pas dirigés contre le régime soviétique en tant que système politique, mais étaient principalement fondés sur un mécontentement face aux fardeaux qui avaient pesé sur la population en raison de la guerre civile prolongée.

Dans une grande mesure, les méthodes de la politique punitive du régime soviétique ont facilité le déclin rapide de la courbe des troubles paysans à l'arrière des fronts rouges. Elle n'est jamais tombée avec tout le poids des répressions sur les participants de masse des troubles, mais a seulement puni le leadership contre-révolutionnaire ou bandit-koulak du mouvement.

Le tournant de la masse multi-million de la paysannerie a eu un impact sur la chute du taux de désertion des rangs de l'Armée rouge. Typiquement, la "semaine de retour des déserteurs" sur le front sud a produit le pourcentage le plus élevé de retours précisément à ce moment-là où la situation était la plus grave sur ce front.

Les forces armées de la révolution ont augmenté à mesure que l'échelle de la guerre civile s'est étendue. Au début de 1919, on comptait déjà 125 brigades de fusiliers et neuf brigades de cavalerie le long des différents fronts et dans les districts internes du pays. Ces forces étaient dispersées entre les fronts de la manière suivante : l'Armée de l'Ouest — 81 500 hommes ; le groupe de l'axe Kursk (la future cellule du Front ukrainien) — 10 000 hommes ; le Front caspien-caucasien — 84 000 hommes (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> armées) ; le Front sud — 17 000 hommes (8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> armées), et sur le front nord — 20 000 hommes (7<sup>e</sup> armée) ; au total, 312 500 hommes et 1 697 canons. De plus, il y avait 60 000 fantassins et cavaliers dans les unités de troupes des districts internes, avec 314 canons. Il est nécessaire de noter que non seulement les troupes de combat étaient incluses parmi les troupes des districts internes, mais que ce nombre incluait également des troupes de désignation spéciale, des forces de sécurité des transports ferroviaires et fluviaux, des forces de sécurité de l'industrie sucrière, et enfin, des détachements alimentaires, comprenant la soi-disant "armée alimentaire" de Zusmanovich, qui fut rapidement employée pour renforcer le front sud. Toutes ces forces étaient insuffisantes pour résoudre les tâches de la campagne de 1919 le long des différents fronts ; mais l'économie du pays imposait une limite certaine à la croissance des formations dans le temps.

Le nombre total de forces était le résultat d'un programme organisationnel qui n'a pas été rempli à 35%, en raison de difficultés économiques. Cependant, le haut commandement comptait sur l'augmentation des forces armées de la république à 700 000–800 000 fantassins et cavaliers d'ici mi-mai, plus 2 500 canons. De ce montant total, 100 000–120 000 fantassins et cavaliers étaient prévus pour les districts internes. Le nombre insuffisant de forces armées par rapport à l'ampleur des tâches qui leur incombait entraîna l'extrême épuisement des troupes opérant le long des fronts tout au long de l'année sans aucun repos. Cet épuisement s'est même accru en raison de la longueur des fronts le long desquels les unités individuelles étaient contraintes d'opérer. Par exemple, les secteurs de certaines divisions le long du front atteignaient 200 kilomètres. Toutes ces raisons se reflétaient dans l'établissement d'un type d'organisation unique qui n'était pas encore complété dans les armées. En conséquence de ces raisons, la discipline de combat de certaines unités n'était pas à un très haut niveau : il y avait des cas individuels de non-exécution des ordres de combat et d'abandon du front. Confronté à un manque de forces, le haut commandement n'était pas en mesure d'organiser le retrait systématique des unités pour repos et de les regrouper, car au début de 1919, sa réserve stratégique avait été presque complètement engloutie par les fronts. Sur 11 divisions, dont la formation a débuté à l'été 1918 dans les districts internes pour la réserve stratégique, en février 1919, le haut commandement ne disposait que de trois divisions achevant leur formation.

L'état insatisfaisant de l'industrie militaire se reflétait dans l'état de nos armements. L'Armée rouge était en dessous de la force autorisée de 65 % en mitrailleuses et de 60 % en artillerie.

Comme auparavant, nous avons éprouvé une pénurie de munitions, en particulier de cartouches de fusil, de vêtements et d'équipements.

Concernant l'équipement et le déploiement ultérieur des forces armées de la république, le haut commandement a prévu les mesures suivantes pour 1919. Tout d'abord, l'occupation allemande et la révolution • 97 afin de renforcer les troupes au front, il a été décidé d'envoyer non pas des unités de troupes entières des districts internes, mais des compagnies de renfort individuelles des divisions internes. Deuxièmement, une certaine flexibilité en matière de formation des unités a été introduite en permettant aux fronts eux-mêmes d'effectuer la formation nécessaire des unités dans les territoires récemment occupés, pour lesquels un « directeur de formation » spécial (upraform) a été établi au quartier général de chaque front. Un système de renforcement de l'Armée rouge par le biais de mobilisations effectuées à travers des organes militaires-administratifs locaux, sous la forme de divers types de commissariats militaires, a été fermement établi dans les districts internes ; la préparation préalablement à l'incorporation de la population a été réalisée par l'intermédiaire de ces organismes ; de cette manière, une formation militaire universelle a été complétée à l'échelon local. L'année 1919, en dehors des mobilisations, a été marquée par un certain nombre de mobilisations de partis et professionnelles. Contrairement à de telles mobilisations en 1918, ces mobilisations n'ont pas donné lieu à des formations improvisées individuelles, mais ont envoyé des réserves fraîches du prolétariat pour renforcer les effectifs des unités déjà existantes. Grâce à sa militarisation, le travail ordonné de notre système de transport a assuré la qualité planifiée et efficace de l'exécution des transferts de mobilisation.

Pour des raisons entièrement compréhensibles, nous ne pouvons pas offrir la même image de la croissance et du développement des forces navales de la république en 1919. Ici, notre travail s'est principalement concentré sur la préservation et l'utilisation possible de l'ancien équipement de la flotte et sur la création de flottilles de rivières et de lacs, qui ont joué un rôle significatif dans les campagnes de printemps et d'été de 1919.

Les forces armées de l'autre camp étaient composées des forces armées des États étrangers qui ont participé activement à notre guerre civile, et des forces armées de la contre-révolution interne. Ces dernières, à leur tour, consistaient en forces non attachées à un territoire particulier en tant que source de recrutement, et en forces territorialement liées à leur base de recrutement. Les forces de la contre-révolution interne ont traversé les mêmes étapes de développement que l'Armée Rouge, c'est-à-dire qu'à partir du principe de volontariat, elles ont tenté de passer au principe du service militaire universel, ce qu'elles n'ont cependant pas pu faire pour des raisons de caractère politique. La force des forces armées de la contre-révolution dans les deux catégories était inégale à différentes périodes durant la guerre civile. Contrairement aux forces armées de la révolution, dont la courbe de croissance était toujours ascendante, la courbe de croissance des forces armées de la contre-révolution n'a atteint son apogée qu'à l'été 1919, après quoi elle a commencé à chuter de manière désastreuse, ce qui peut être expliqué, d'une part, par le début du retrait de la lutte des forces étrangères qui participaient à la guerre civile et, d'autre part, par le début de la désintégration dans les armées de l'ennemi et à l'arrière.

Les forces des puissances étrangères ont atteint leur plus grande force dans les théâtres de notre guerre civile tout au long du printemps et de l'été 1919. Leur nationalité, leur force et leur zone d'opérations sont indiquées dans le tableau suivant, faisant référence à février 1919.

<i>Country</i>	<i>Size of Armed Forces</i>	<i>Area of Activity</i>	<i>Notes</i>
1. The Entente Powers (France, Britain, Italy, and others)	50,000	Northern Theater	Also, small British detachments in the Trans-Caucasus and Trans-Caspian
2. France and Greece	20,000	Southern Theater (the area of Odessa, Kherson and Nikolayev)	
3. Japan	3 infantry divisions	Far East	
4. USA	7,000	Far East	
5. Finland	42,000	Serdobol'sk and Vyborg axes	
6. Estonia	25,750	The Estonian sector of the Western Theater	
7. Latvia	10,600	The Latvian sector of the Western Theater	
8. Von der Goltz's German Volunteers	30,950	“ ”	
9. Lithuania	8,200	Western Theater (Lithuanian- Belorussian sector)	
10. Poland	63,840	Western Theater (Lithuanian- Belorussian sector and Ukraine)	
11. The Czecho-slovak Corps as part of the Entente forces)	40,000	Siberia	
Approximate Total	300,000, plus three Japanese divisions		

En plus de ces forces terrestres, la flotte anglo-française, qui a bloqué les côtes de la république, a également participé à la lutte contre la RSFSR. La flotte britannique a joué un rôle stratégique déterminant en mer Noire, facilitant les opérations du général Dénikine pour reprendre la Crimée et les ports de la mer Noire.

La force globale des armées internes contre-révolutionnaires peut être vue dans le tableau suivant :

<i>Army</i>	<i>Infantry and Cavalry</i>	<i>Date of Strength</i>	<i>Notes</i>
1. Don	53,000–76,500*	February 1919	Included here are small volunteer formations
2. Kuban'	80,000–82,000	" "	Minus the Volunteer Army
3. Kolchak's Siberian Army	143,300	" "	It was planned to increase its strength to 150,000 by the summer of 1919
4. Northern	30,620	" "	
5. Volunteer	17,000	" "	
6. Ukrainian Directory Army	40,000	" "	Table compiled on the basis of data from the report by the commander-in-chief of the Red Army, no. 849 (Arkhiv Krasnoi Armii, delo 34805, 220, listy 289–293, delo 65, listy 3–4) and literary sources
Total	283,920–307,420		

L'état interne de chacune des armées contre-révolutionnaires reflétait assez fidèlement les attitudes et la physionomie politique des couches de la population dont elle était issue.

L'Armée du Don était caractérisée par une capacité de combat moyenne, qui était conditionnée non pas tant par la force politique (des attitudes anti-soviétiques existaient même parmi ses jeunes cohortes), que par le fait qu'étant principalement composée de cavalerie, elle bénéficiait d'un certain nombre d'avantages tactiques sur l'Armée rouge, qui était mal approvisionnée en cavalerie pendant la première période de la guerre. L'Armée kubane de volontaires se distinguait par sa bonne capacité de combat, sa formation et son équipement, un élément de commandement très puissant et un haut degré de sentiment contre-révolutionnaire. Cependant, cette armée avait également de graves lacunes propres aux armées de caste : elle était très sensible aux échecs et résistait mal aux privations. Les attitudes des armées sibériennes reflétaient les attitudes de la population parmi laquelle les mobilisations n'avaient pas eu de succès et leur capacité de combat, à l'exception de quelques unités, était inférieure à la moyenne. Par exemple, pendant la période de retraite automnale de l'Armée sibérienne en 1918, des unités entières soit passent du côté des forces soviétiques soit s'enfuit chez elles. En ce sens, la situation était encore pire parmi les troupes de la Direction ukrainienne, qui affichait la plus faible capacité de combat pour les raisons exposées au début de ce chapitre.

Un socle solide pour approvisionner les armées contre-révolutionnaires a été établi dès le début de l'intervention active des puissances de l'Entente dans notre guerre civile : auparavant, elles devaient recourir à des sources occasionnelles de ce type. Les armées contre-révolutionnaires du sud de la Russie se sont retrouvées dans la meilleure situation à la suite de l'ouverture des Dardanelles, lorsque le port de Novorossiisk est devenu leur principale base.

Tout au long de l'été et de l'automne 1919, les gouvernements contre-révolutionnaires, tout en tirant parti du soutien monétaire anglo-français et des conditions de crédit favorables en Amérique, ont procédé à d'importants achats de matériel militaire, de vêtements et d'armes. L'approvisionnement alimentaire des armées contre-révolutionnaires reposait principalement sur l'exploitation sans entrave et désordonnée des ressources locales, ce qui a mis en colère la population locale. L'Armée Volontaire est allée plus loin que toutes les autres à cet égard, laissant ses unités se débrouiller par elles-mêmes — par le vol et la spéculation.

L'entraînement et les tactiques des armées contre-révolutionnaires ne différaient en rien de ceux de l'ancienne armée russe.

En comparant les forces des deux camps, nous devons noter qu'une caractéristique positive typique de l'Armée rouge résidait dans sa force interne, qui était la conséquence de cette idée de lutte de classes révolutionnaire ancrée dans l'idéologie de l'armée. Les gardiens et porteurs de cette idée dans les rangs de l'armée étaient les masses ouvrières consciencieuses qui l'ont rejointe et autour desquelles se sont rassemblés des couches de la paysannerie la plus pauvre. L'Armée rouge, notamment en ce qui concerne sa force et ses ressources humaines, était supérieure en nombre aux armées de la contre-révolution interne, car elle pouvait librement mobiliser les réserves de la population sous la forme des masses de la paysannerie la plus pauvre et des paysans de moyenne condition, dont la mobilisation était un risque que l'ennemi ne pouvait pas se permettre en raison de considérations politiques. Cette dernière circonstance a déterminé la supériorité du développement des forces militaires du côté de la stratégie soviétique.